

Derrière Cambridge Analytica se cache une vraie nébuleuse

■ Portrait de la société qui s'est emparée des données de millions d'utilisateurs de Facebook.

Remonter le fil de Cambridge Analytica, c'est plonger dans une nébuleuse où se côtoient un milliardaire américain ultra-conservateur, l'ancien et sulfureux conseiller à la Maison-Blanche Steve Bannon, un groupe britannique spécialisé dans "la guerre psychologique", et les technologies les plus avancées en big data. Comme si les "faucons noirs", ces néoconservateurs qui trempaient dans le pétrole et influençaient Georges W. Bush, avaient aujourd'hui laissé place à d'étranges entrepreneurs et financiers du numérique, qui moulinent les données personnelles comme on raffine du brut, et ouvrent grand le robinet à fausses nouvelles dans l'espoir de faire pencher telle ou telle élection en leur faveur.

Cambridge Analytica, d'où est parti le scandale qui ébranle aujourd'hui Facebook, est une PME américaine, enregistrée dans le Delaware, un Etat qui s'apparente à un paradis fiscal aux Etats-Unis. C'est elle qui développe des technologies de microprofilage à des fins électorales.

Trump arrosé de dollars

L'entreprise est principalement détenue par Robert Mercer. Ce richissime homme d'affaires met sa puissance financière, acquise à la tête d'un

hedge fund, au service de multiples causes réactionnaires, dont le climatoscepticisme, et des tendances les plus conservatrices du Parti républicain. Après avoir soutenu Ted Cruz à la primaire, Mercer s'est rabattu sur Trump, qu'il a arrosé de dollars.

C'est presque sans surprise qu'on retrouve le milliardaire derrière le site et organe de propagande de l'alt-right américaine, Breitbart, qu'il a financé à hauteur de 10 millions de dollars selon "Newsweek". L'investissement lui a été suggéré par une autre figure de l'extrême droite, Steve Bannon, qui a régné jusqu'en 2016 sur le site. Bannon n'épaulait pas encore Trump à la Maison-Blanche, mais il servait depuis plusieurs années de "conseiller politique de facto" à la famille Mercer, comme l'a écrit le "New Yorker" dans une longue enquête consacrée au milliardaire. Au conseil d'administration de Cambridge Analytica figurait assez logiquement un certain... Steve Bannon.

Si Mercer en est le principal actionnaire, l'entreprise appartient aussi au britannique SCL Group, via sa filiale SCL Elections. Les clients de Cambridge Analytica avaient souvent affaire aux équipes de SCL. Christopher Wylie, l'ancien salarié dont les révélations dans la presse ont relancé l'affaire le mois dernier, était lui aussi embauché formellement par la maison mère.

Fondée en 1993 et baptisée Strategic Communication Laboratories jusqu'en 2015, elle est désormais aussi radioactive que sa filiale américaine, en raison de son implication dans le référendum sur le Brexit. Le camp du "leave" a eu recours aux services d'AggregateIQ, une entreprise canadienne liée à SCL. Atypique. Devant la Chambre des communes, la Première ministre britannique, Theresa May, a été pressée de se justifier et a solennellement affirmé le 21 mars: "Pour autant

que je sache, le gouvernement n'a aucun contrat en ce moment avec Cambridge Analytica ou avec le groupe SCL."

La question se posait d'autant plus que des documents, rendus publics par des parlementaires, prouvaient que le ministère de la Défense britannique avait fait appel à SCL pour des missions en Afghanistan, afin de gagner "les cœurs et les esprits".

Un dernier nom intrigue dans l'environnement de SCL. Des employés de Palantir, une start-up qui a développé une technologie homonyme de big data, auraient assisté, selon Christopher Wylie, les équipes de Cambridge Analytica. Palantir est le grand œuvre de Peter Thiel, jadis cofondateur de Paypal au profil atypique. Il est l'un des rares entrepreneurs de la Silicon Valley à avoir soutenu, y compris financièrement, Donald Trump.

Pierre Alonso © Libération